

AVANT PROPOS

Avant d'aborder les projets et ambitions que nous souhaitons porter pour l'Association Générale Étudiante de Midi-Pyrénées, il nous semble important de rappeler ses fondements.

Inscrite dans une vision progressiste, l'AGEMP défend l'intérêt général de tou.te.s les étudiant.e.s et les jeunes dans leur globalité, sans conservatisme ou corporatisme. Bien que récemment entrée dans le paysage associatif toulousain, l'AGEMP et son équipe d'élu.e.s se sont maintenues à la première place de la représentation étudiante. Attachée à garantir l'égalité des droits et à améliorer les conditions de vie et d'études dans les différents campus de l'académie de Toulouse, notre fédération est également moteur de projets concrets comme l'AGORAé, épicerie sociale et solidaire, que nous espérons ouvrir très prochainement.

Alors que la jeunesse se trouve confrontée à des situations de plus en plus difficiles au sein de la société, il est important d'agir et de lutter contre les inégalités qui la minent. L'année passée, la jeunesse a été confrontée à de nombreuses réformes, et il sera de notre devoir d'être vigilant.e.s sur leur mise en place durant l'année à venir. Attachée aux valeurs humanistes, l'AGEMP promeut les principes de liberté, de tolérance, d'indépendance, d'ouverture et de solidarité qui nous semblent importants de rappeler en cette période sensible.

Agissant pour la construction d'une vraie démocratie sociale, l'AGEMP réunit et réunira les jeunes dans le respect mutuel de leurs convictions personnelles, qu'elles soient politiques, philosophiques, morales ou religieuses. Elle défend et défendra le pluralisme dans le respect des valeurs humanistes et républicaines.

Les décisions politiques ne peuvent se dérouler sans la participation des jeunes. Nous continuerons à nous engager dans les élections aux conseils des universités à celles du centre régional des œuvres universitaires et scolaires (CROUS). De plus il s'agira de perpétuer le travail réalisé dans les conseils de résidence ainsi qu'au sein les collectivités territoriales. Mais il s'agit également d'agir au quotidien, afin de militer et de mettre en place des projets pour l'ensemble de la jeunesse et de la société.

C'est avec l'ensemble de notre réseau que nous chercherons à nous étendre afin de fédérer un maximum de jeunes souhaitant s'engager pour construire une société démocratique de justice sociale.

C'est dans ce contexte que notre équipe portera une attention particulière à établir, et atteindre, l'égalité politique, économique, culturelle, personnelle, sociale et juridique entre tou.te.s, notamment au sein de l'Enseignement Supérieur. Assurons et promouvons l'égalité des droits, en luttant contre toute forme de discrimination et en œuvrant pour l'accès au droit commun des étudiant.e.s, et plus globalement des jeunes.

L'AGEMP au service d'un meilleur avenir pour la jeunesse

Liste des candidats au bureau de l'AGEMP 2018/2019

Maïte FRAYSSE

5ème année
d'Odontologie



Candidate au poste de Présidente

Elue CFVU à l'Université Toulouse III - Paul Sabatier - 2017
Chargée de mission en charge du suivi des élu.e.s à l'AGEMP (2017-2018)
Elue CA à l'Université Toulouse III - Paul Sabatier 2017 - 2019

Lucile KEROU

2ème année
d'Orthophonie



Candidate au poste de Secrétaire Général

Co-Présidente de l'ATEO 2017 - 2018

Hugo ONEDA

3ème année
de Droit



Candidat au poste de Trésorier

Elu CFVU à l'Université Toulouse I - Capitole - 2018-2020
Elu CA de l'Université fédérale Toulouse Midi-Pyrénées - 2018-2020
Membre actif de la Corpo Arsenal

Gwendolyn CHOBRIAT

3ème année en
Soins Infirmiers



Candidate au poste de première vice-présidente en charge de l'innovation sociale

Pôle des innovations sociales et des partenariats à BDE ETIK 2017-2018
Administration université de Toulouse à FNESI 2017-2018
Co-chef de ville Nez pour Sourire 2018

Viviane LEFORT

4ème année
d'Orthophonie



Candidate au poste de vice-présidente en charge de l'AGORAé

VP en charge de la Prévention Citoyenneté Solidarité à l'ATEO 2016-2017
CM Culture et Projets à l'AGEMP 2017-2018
Bénévole aux Restos du Coeur

Gaëlle IBANEZ

3ème année
de Maïeutique



Candidate au poste de vice-présidente en charge des Affaires Académiques

Elue CFVU à l'Université Toulouse III - Paul Sabatier 2017 - 2019
Vice Présidente étudiante de l'Université Toulouse III - Paul Sabatier 2017 - 2019
Vice présidente communication de l'association Le Premier Cri 2017-2018

Méline RACHET

3ème année en
Soins Infirmiers



Candidate au poste de vice-présidente en charge des Affaires Sociales

Présidente du BDE ETIK - Juin 2017 - Décembre 2017
Administration de l'université Toulouse 3 Paul Sabatier pour la FNESI - 2017
Vice-Présidente en charge des Affaires Sociales pour la FNESI - 2017-2018
Membre de la Commission Permanente des Affaires Sociales pour la FAGE - 2017-2018

Jonathan BISCH

3ème année en
Kinésithérapie



Candidat au poste de vice-président en charge de la formation

Vice-président chargé de la représentation à l'ATEK 2017-2018
Élu du conseil pédagogique de l'IFMK de Toulouse 2017-2018
Élu étudiant en kinésithérapie de l'IFMK de Toulouse 2018-2019

Chloé LUBOWSKY

4ème année
d'Odontologie



Candidate au poste de vice-présidente Événementiel et partenariats

Chargée de mission Gala à l'AECDT 2017-2018
Élue UFR de la faculté d'odontologie de Toulouse depuis 2017

Pablo MERY

3ème année de
Génie Mécanique
Aéronautique



Candidat au poste de vice-président en charge de la Stratégie de Communication

Élu CVFU à l'Université Toulouse III - Paul Sabatier - 2017/2019

Urbain BEDAT-DELAMPLE

1er année de Master
en Géographie



Candidat au poste d'attaché presse

Chloé AUTHIER

3ème année
d'Orthophonie



Candidate au poste de chargée de mission Culture

Co-Présidente de l'ATEO 2017 - 2018

Charline MALAURIE

1er année de
Master MEEF
à Cahors



Candidate au poste de chargée de mission Jeunesse et éducation populaire

VP en charge de la communication à l'asso STAPS Toulousain
Membre du Bureau de l'asso MEEF

Marion FAGES

5ème année
de Pharmacie



Candidate au poste de chargée de mission Réseau

Poste de Vice-présidente polyvalente pour l'organisation des Rencontres Pharmaceutiques Hivernales 2019
Poste de Vice-présidente en charge de l'Événementiel pour l'organisation de l'Assemblée générale de l'Association Nationale des Etudiants en Pharmacie depuis 2018
Formatrice pour l'Association Générale des Etudiants de Midi-Pyrénées (AGEMP) depuis 2018
Poste de Vice-Présidente Générale de l'AEPT de 2017 à 2018

I. L'AGEMP, principal axe de communication entre les jeunes et les institutions

Ancrage au sein de l'académie de Toulouse et place en tant que premier interlocuteur

Il y a cinq ans l'Association Générale Étudiante de Midi-Pyrénées était créée avec une volonté de reconnaissance et de défense des droits des étudiant.e.s, et plus globalement des jeunes. Forte de cette démarche militante, l'AGEMP s'est positionnée comme représentante parmi les instances traitant des problématiques étudiantes et de jeunesse dès sa formation. En portant une vision novatrice, notre projet a su convaincre, nous permettant de nous imposer comme un acteur majeur de la scène politique universitaire.

Présente dans les trois universités toulousaines avec la liste BOUGE TA FAC, et notamment majoritaire dans deux, ainsi qu'à l'Institut National Universitaire Champollion d'Albi, l'AGEMP, grâce à ses valeurs, peut faire concrètement la différence. Le renouvellement de l'équipe d'él.u.e.s CROUS en 2016-2017, nous avait déjà confirmé notre place de première organisation au sein de l'académie toulousaine que nous souhaitons maintenir tout en améliorant la représentation des sites de proximité. Après une année chargée et une nouvelle qui s'annonce l'être tout autant, notamment avec les élections nationales du Crous et les élections centrales de l'université Jean Jaurès, nous devons repenser et remettre en question la manière dont sont sensibilisé.e.s les étudiant.e.s sur le sujet des élections étudiantes : mieux informer sur les enjeux, la place des élu.e.s étudiant.e.s... Au-delà des différents existant dans nos établissements d'enseignement supérieur, nous devons nous assurer de la présence de représentant.e.s étudiant.e.s motivé.e.s et constructif.ve.s dans les groupes de travail élaborant le nouveau paysage académique de l'ancienne région Midi-Pyrénées. Nous souhaitons également élargir la portée de nos actions au-delà de la ville de Toulouse afin de mieux représenter et défendre tou.te.s les étudiant.e.s de notre académie.

C'est dans un climat de tension latent que l'AGEMP s'est construite et qu'elle a dû s'imposer. L'année dernière encore, l'adoption et l'entrée en vigueur de la loi Orientation Réussite des Étudiants, instaurant Parcoursup, le projet d'intégration universitaire entre UT3, UT2, l'INSA et l'INPT, et le blocage du campus de l'UT2J qui en a découlé ont été au coeur des problématiques auxquelles l'AGEMP s'est confrontée. Elle a également servi de guide aux associations du réseau afin de mieux appréhender ces sujets qui les ont concernés.

Cette année ne s'annonce pas de tout repos : outre le défi des élections, l'AGEMP devra en effet continuer son travail sur la réforme universitaire mais également être attentive à l'évolution de la mise en place du Service National Universel et accompagner celle du Service Sanitaire.

C'est pourquoi, il est essentiel de développer les outils nous permettant d'avoir un véritable impact politique. Cela passe dans un premier temps par une véritable conscientisation des étudiant.e.s sur la situation, en multipliant les cafés des élu.e.s, en organisant des événements laissant place aux débats, en créant des guides et des visuels permettant d'apprécier au mieux les aides sociales et les instances existantes pour faire appliquer les droits des étudiant.e.s, etc.

Ainsi, il est primordial que l'équipe de l'AGEMP, les élu.e.s et le bureau, se coordonnent afin d'apporter une cohérence dans nos actions, et légitimer notre place de première organisation étudiante. Cette année sera l'occasion de réaffirmer la place de l'AGEMP au coeur des problématiques de jeunesse.

Il est indispensable que le travail déjà réalisé avec le Conseil Toulousain de la Vie Étudiante (CTVE) soit approfondi pour recentrer le débat sur les conditions de vie des jeunes. Nous devons également renforcer nos contacts avec les autres instances centrées sur la jeunesse comme le Centre Régional d'Information Jeunesse afin de développer les guides cités ci-dessus. De plus, nous souhaitons continuer à développer notre position d'acteur pour la jeunesse au sein de la région notamment grâce à l'aide de notre élue au Conseil Économique, Social et Environnemental Régional. Au cours de cette année, nous souhaitons rapprocher les liens avec le Centre Régional des Associations de Jeunesse et d'Education Populaire, permettant ainsi de nous professionnaliser sur les différentes thématiques citoyennes et de devenir réellement acteur dans les politiques jeunesse de la Région, avec notamment l'agrément Jeunesse et Education Populaire.

Afin d'ancrer nos positions sur le plan institutionnel, nous développerons nos relations avec les médias notamment numériques, outil essentiel de communication avec le grand public et indispensable pour faire entendre nos positions.

Des revendications au service des jeunes

Améliorer les conditions d'études

La rentrée 2018, comme les rentrées précédentes, est parasitée par un climat de tensions qui perdure malgré le remplacement d'Admission Post-Bac par ParcourSup. De plus, les difficultés précédemment rencontrées sont accentuées par une constante augmentation de la population étudiante et une diminution des moyens financiers équivalents, entraînant une paupérisation de cette population.

Ce sont des milliers d'étudiant.e.s qui n'ont pu accéder à l'enseignement supérieur de leur choix. Ce triste constat n'est pas de bon augure pour les rentrées à venir : une augmentation constante de la population étudiante est prévue alors que la hausse des capacités d'accueil des établissements d'enseignement supérieur n'est pas suffisante pour accueillir ces futur.e.s étudiant.e.s. A cela s'ajoutent des conditions d'étude et de travail qui se détériorent : des amphithéâtres non chauffés tombant en ruine, des préfabriqués remplaçant certaines salles de TD/TP...

Il est urgent d'agir sur la qualité de nos formations, en s'assurant que l'Etat réinvestisse dans la jeunesse : les citoyen.ne.s de demain.

Ces évolutions remettent en cause la vocation initiale de l'Université : l'accès pour tou.te.s à l'Enseignement Supérieur et sa démocratisation semblent aujourd'hui menacés. Ainsi nous continuerons de nous opposer à toute forme de sélection à l'Université mais également à promouvoir toutes les actions qui permettront aux étudiant.e.s d'être accompagné.e.s tout au long de leurs études. Il est impossible de parler d'égalité des droits sans mentionner les formations qui ne sont pas pleinement intégrées aux Universités occasionnant une disparité d'accès, de droits et de possibilité d'évolution. En effet, leur accessibilité est conditionnée par des frais d'inscription globalement plus onéreux, une reconnaissance de leurs droits en demi-teinte puisque la plupart des services du CROUS ne leur sont pas proposés. De plus, cette distinction nuit à la reconnaissance de leur formation (équivalence de grade au cursus LMD...) avec des répercussions importantes pour leur poursuite d'étude.

Ainsi le travail qu'il nous reste à accomplir est ardu. Il est nécessaire de coordonner l'action de tou.te.s nos élu.e.s étudiant.e.s afin de défendre des qualités de formation optimales en valorisant et incitant toutes les formes de pédagogie nécessaires (pédagogie innovante, tutorat, stage à l'étranger...) afin de répondre de manière adaptée aux besoins des étudiant.e.s. Ces différents ajustements doivent être suivis grâce à une évaluation des enseignements et des lieux de stage pour nous permettre de les guider dans une amélioration constante.

A l'heure actuelle, les droits des étudiant.e.s sont encore très disparates, et ce parfois même au sein d'une même université, avec par exemple les régimes spéciaux d'études (un.e étudiant.e ne sera pas nécessairement considéré.e comme salarié.e selon le même nombre d'heures de travail, donc il/elle n'aura pas le droit à la même adaptation de son emploi du temps et de ses examens). Il est primordial de promouvoir et défendre l'égalité des chances, pour que le milieu socio-économique d'un.e étudiant.e ne soit pas un frein à la poursuite des études. Dans ce but, tou.te.s nos élu.e.s s'attacheront à défendre une uniformisation des régimes d'études entre les différentes filières de l'académie, mais aussi le RSE, le statut AJAC ("ajourné et autorisé à continuer") ou d'enjambement, la semaine de révision et tout autre aménagement possible.

Améliorer les conditions de vie des étudiant.e.s

La question des conditions de vie des étudiant.e.s est essentielle à leur réussite. En effet, un.e étudiant.e qui n'a pas à se salarier, aura davantage de temps pour se consacrer à ses études et plus globalement à son épanouissement personnel (éviter l'isolement social, le stress, le surmenage...). La suppression de la cotisation à la sécurité sociale étudiante, et malgré la création du CVEC, a permis une légère économie sur les frais d'inscription.

Par exemple, le statut des étudiant.e.s en santé salarié.e.s des hôpitaux n'a pas été pris en compte puisqu'ils ont dû s'affranchir de ces 90€ en plus de la cotisation au régime général. Cette économie reste cependant insuffisante face à l'augmentation constante du coût de la vie.

Ainsi nous devons accompagner les étudiant.e.s, boursier.e.s ou non, pour leur donner des conditions de vie suffisantes et ainsi les meilleures chances de réussite. Au-delà de ces critères sociaux, c'est également donner la possibilité aux jeunes de s'émanciper, les aider à se construire, en les rendant responsables.

La question se pose également pour les formations dont les bourses dépendent de la région. Malgré la linéarisation des montants, nous demandons la mise en place d'un guichet unique au CROUS, pour que chaque étudiant.e, quelle que soit sa filière d'étude, puisse avoir les mêmes droits (redoublement, césure...) et un accès aux mêmes services.

En effet, encore aujourd'hui, l'ensemble des étudiant.e.s n'ont pas encore accès à une restauration équilibrée à tarif social. Nous devons repenser cette logique de campus afin de permettre à tou.te.s de manger décemment. Il est inconcevable que des sites en région soient privés des services étudiants. Nous continuerons à militer pour proposer des offres toujours plus variées en accord avec le principe de développement durable (s'adresser à des producteurs locaux, des fruits et légumes de saison...).

Ainsi, pour cette année, pas de hausse du ticket du Restaurant Universitaire, pas de hausse pour le prix des loyers... Cependant, la taxe sur les ordures ménagères incombe désormais aux étudiant.e.s.

La question de l'accès au logement reste aussi essentielle, surtout quand de nombreu.x.es étudiant.e.s se tournent vers le parc immobilier privé où les prix des loyers ne cessent d'augmenter. C'est pourquoi la mise en place de l'encadrement des loyers est aujourd'hui nécessaire pour faire face à l'inflation. Ce dispositif ayant déjà fait ses preuves dans l'agglomération parisienne, il doit être appliqué dans la métropole toulousaine. En parallèle, le développement du parc immobilier du CROUS, et ce sur tous les sites d'enseignement supérieur de l'académie toulousaine, est primordial tout en réhabilitant les résidences universitaires vieillissantes pour en faire des lieux de vie conviviaux et agréables.

La santé, l'un des postes les plus négligés des étudiant.e.s, se doit d'être accessible aux jeunes. C'est en garantissant une offre de soins coordonnée entre le SIMPPS et les collectivités territoriales, que cette tranche de la population sera plus sensibilisée à la prévention et par la suite, aux soins. De notre côté nous essaierons de multiplier les opportunités pour travailler sur ce genre de projets avec le centre de planification familiale, la Mairie de Toulouse , etc.

II. L'AGEMP, une organisation fédérale

Notre implantation dans les trois universités toulousaines, à l'Institut National Universitaire d'Albi ainsi qu'à Cahors, nous permet de conserver une certaine dynamique nécessaire au développement et à la pérennisation de notre fédération. C'est une évolution à laquelle participe l'ensemble du réseau, qui permet à l'AGEMP de devenir un véritable syndicat de masse. Cette volonté ne peut être renforcée que par la rencontre des associations étudiantes transversales, qui pluralisent notre réseau, et par le développement des adhésions individuelles. Ainsi, nous donnons l'opportunité à chaque jeune d'assister à nos événements pour échanger, connaître nos positions et contribuer à notre projet. A ces fins, il est essentiel de gagner en visibilité à travers des outils actualisés et novateurs.

Une politique de formation

Depuis maintenant trois ans s'est mise en place une véritable politique de formation dans notre fédération. C'est dans cette continuité que nous proposons de travailler. En plus de nos événements désormais traditionnels : Congrès et Week-End de Formation, véritables temps d'échange, de débats et de formation pour le réseau nous souhaitons proposer, afin de pérenniser la qualité de ces événements, des Week-Ends de Formation des Formateurs qui sont là pour assurer la relève des formateurs de l'AGEMP.

Parallèlement à ces événements de cohésion, nous avons à cœur de développer les formations à domicile, pour assurer une aide ponctuelle aux associations dans les périodes chargées. Cela marque également une volonté du bureau de l'AGEMP de se rapprocher de son réseau et de lui donner une plus-value. En effet, c'est en travaillant en co-construction que notre réseau trouvera des bases solides et se donnera les moyens de se pérenniser.

De plus, nous continuerons à développer les temps d'échanges autour des problématiques que rencontrent notre société actuelle. Loin de se consacrer exclusivement aux problématiques étudiantes, nous souhaitons aider les jeunes à développer leur esprit critique et nous comptons assumer pleinement notre rôle d'éducation populaire.

Il est de notre devoir de continuer de former les élu.e.s étudiant.e.s afin de les rendre acteurs/trices de leur mandat. Nous souhaitons cette année nous orienter vers le contact actif d'associations étudiantes de l'ancienne région Midi Pyrénées ne faisant pas actuellement partie du réseau pour leur proposer un catalogue de formations et leur donner accès à un service dont elles n'ont pas forcément connaissance. Ceci sera fait dans le but de développer l'autonomie, la professionnalisation et la crédibilité de ces associations et ainsi créer un véritable socle commun au-delà du réseau de l'AGEMP.

Administrer la FAGE

Depuis la création de l'AGEMP, notre rôle est clair : faire avancer notre réseau pour lui donner la possibilité d'agir au service des étudiant.e.s. Il s'agit d'un réseau de militant.e.s engagé.e.s avec lequel nous devons construire collectivement l'avenir, en restant vigilant.e au respect de nos valeurs. C'est dans cette optique que nous continuerons à administrer la FAGE. Nous serons d'autant plus exigeant.e.s au vu des actuelles réformes lancées par le gouvernement tant dans l'Enseignement Supérieur et le Secondaire, qu'au niveau des aides sociales et plus globalement sur toutes les problématiques de jeunesse.

La FAGE, source d'inspiration pour nombreux de nos projets (semaine BOUGE TA SANTÉ, l'AGORAé...), nous permet également de garder une vision globale de l'ensemble de nos revendications et de nos actions. Ainsi, nous sommes et nous serons toujours proches de cette fédération. C'est en participant aux débats et à la construction des différentes positions, lors de ses événements et lors d'échanges avec notre référent, que nous serons une organisation motrice, critique et constructive pour son projet global.

Fédérer son réseau

En tant que fédération, il est de notre responsabilité de conserver un suivi régulier de nos associations adhérentes, afin de permettre les interactions essentielles pour la co-construction de nos positions. Ainsi, nous continuerons à proposer des référent.e.s à chacune des associations adhérentes afin qu'elles aient un relai et une personne ressource en cas de difficulté ou d'interrogation.

Il est essentiel de fortifier notre communication, entre les différent.e.s acteurs/trices de l'AGEMP. C'est pourquoi nous proposerons un calendrier avec tous nos conseils d'administration, les événements du réseau et nous restructurerons nos différentes mailings. Ces outils ayant pour objectifs de développer une dynamique commune, créer des événements inter-associatifs et surtout développer un réseau solidaire.

Par ailleurs, d'une manière plus officielle, nous souhaitons encourager les associations de solidarité locale et internationale à collaborer ensemble via l'AGEMP. Cette aide prendra plusieurs formes : la création d'une mailing pour que les associations puissent échanger, une aide personnalisée pour monter des actions permettant de récolter des fonds, une aide pour monter un projet...

III. L'AGEMP, vectrice d'engagement et de citoyenneté

Une organisation de jeunesse et d'éducation populaire

Nous voulons que l'AGEMP assume pleinement son rôle d'organisation de jeunesse et d'éducation populaire. En plus de l'agrément que nous souhaitons recevoir, nous assumerons pleinement notre rôle en donnant une dimension dialectique aux formations : davantage qu'une simple transmission de compétences, nous voulons développer l'esprit critique par le débat et le dialogue structuré dans les formations, sans pour autant négliger les besoins pratiques des associations. C'est par ces différents moyens que nous participerons à la lutte contre toutes formes des discriminations religieuses, raciales, de genre...

Nous voulons également nous impliquer sur des problématiques sociales que nous considérons comme importantes telles que le sexisme, la place de l'immigration dans notre société et la prévention sanitaire.

Il pourrait être intéressant de continuer notre travail avec le rectorat, et les différents acteurs de la jeunesse, pour faciliter l'orientation des étudiant.e.s en collaboration avec eux. Ceci est en soutien au travail qui est déjà réalisé dans les associations de notre réseau, en apportant une vision plus globale.

Des projets adaptés aux problématiques sociales

Si l'AGEMP porte des revendications auprès des institutions et acteurs de la vie étudiante afin d'améliorer leurs conditions de vie et d'étude, celles-ci peuvent mettre du temps à aboutir. Ainsi, l'AGEMP développe, en parallèle de sa démarche syndicale, des actions d'innovation sociale afin de répondre rapidement et concrètement aux besoins sociaux des étudiant.e.s. C'est par cette double démarche que l'AGEMP se démarque et devient acteur du changement.

Dans la continuité des projets menés depuis la création de l'association, la politique de projet sera innovante tout en s'inscrivant dans l'économie sociale et solidaire, notamment par notre rapprochement du Centre Régional des Économies Sociales et Solidaires

Nous continuerons de travailler avec les différents acteurs afin de développer des projets de prévention notamment autour de la santé des étudiant.e.s, de promouvoir la solidarité entre pairs et de sensibiliser au développement durable. La santé des étudiant.e.s reste une priorité pour l'AGEMP qui continuera de mener des actions en collaboration toujours plus étroite notamment avec le SIMPPS. Le projet des lundis BOUGE TA SANTÉ, qui a déjà été effectué ces deux dernières années, sera reconduit et développé, toujours en partenariat avec les associations adhérentes.

Les associations membres de l'AGEMP réalisent déjà des projets d'innovation sociale c'est pourquoi le bureau reste présent pour accompagner ces projets. En plus de leur apporter l'aide et l'expertise nécessaires à leur réalisation, l'AGEMP encouragera les projets inter-filières riches en échanges et touchant un public plus large car les réussites de ces événements sont possibles grâce à l'engagement de chacun.e apporté au projet.

Sensibles au développement durable, nous aurons à coeur d'œuvrer pour cette thématique au quotidien de l'association et nous accompagnerons les associations vers des événements plus durables (en les incitant à trier leurs déchets, à utiliser du matériel réutilisable...).

D'autre part, l'AGEMP a signé la charte des soirées responsables, engagement important pour la sécurité des participant.e.s via deux médias : avec des actions de prévention comme l'action Bouge ta Santé que nous avons fait sur le thème des addictions, mais également en agissant plus directement sur les risques immédiats grâce au dispositif SAM, à la mise à disposition de préservatifs, de bouchons d'oreilles, de boissons non alcoolisées moins chères, d'éthylotests, etc. L'AGEMP se fera un plaisir d'accompagner les associations pour organiser des événements et des soirées responsables.

De plus, la culture est un domaine souvent peu accessible aux étudiant.e.s mais qui est pourtant vecteur de liens sociaux et permet de développer la réflexion, de participer au bien-être. C'est pourquoi l'AGEMP souhaite continuer à mettre en place des projets culturels : la première édition du Tremplin Musical a d'ailleurs été un projet apprécié et sera renouvelé lors de ce mandat. Nous continuerons également à informer les étudiant.e.s des "bons plans" et événements culturels qui ont lieu à Toulouse via la publication d'une newsletter. Enfin, l'AGEMP développera la mise en place de partenariats avec des établissements ou événements culturels.

Enfin, toujours dans l'objectif d'agir concrètement pour améliorer les conditions de vie des étudiant.e.s, l'AGEMP compte poursuivre son projet de création d'une AGORAé. Cette épicerie sociale et solidaire destinée aux étudiant.e.s dans le besoin, couplée à un lieu de vie, permettra de lutter contre l'isolement social et de favoriser la réussite universitaire, qui sont des valeurs portées par l'AGEMP.

En outre, ce projet répond à un réel besoin d'après l'enquête de terrain menée précédemment auprès des étudiant.e.s toulousain.e.s. En effet, 12% d'étudiant.e.s sont contraint.e.s de se salarier pour subvenir à leurs besoins et 25% sautent au moins un repas par jour par manque de ressources financières. Ce projet a également été plébiscité par de nombreux étudiant.e.s : en effet, 99% des répondant.e.s à l'enquête se révèlent favorables à l'ouverture d'une AGORAé.

Une étude territoriale a ensuite permis de rencontrer les épiceries solidaires déjà présentes sur le territoire toulousain afin d'échanger sur le projet et de créer un premier contact pour une future collaboration. Tous les responsables des épiceries ont jugé ce projet en totale complémentarité avec le leur car il touche une population spécifique, celle des étudiant.e.s, qu'ils ont du mal à aider du fait d'une mauvaise accessibilité et d'horaires inadaptés.

De surcroît, nous continuerons à maintenir le lien établi avec les nombreux partenaires politiques et financiers déjà rencontrés : différents interlocuteurs de la mairie, le Président de l'université de Paul Sabatier, de l'Université Fédérale, le CROUS, le SIMPPS, la fondation MACIF, la Région, le Département, etc. L'AGEMP compte également rencontrer des épiceries locales pour éventuellement établir un partenariat avec elles et pouvoir proposer aux étudiant.e.s bénéficiaires de l'AGORAé des produits régionaux.

Tous ces acteurs sont en effet, un véritable soutien pour la mise en place de ce projet. Notre objectif du mandat est désormais de trouver un local pour et ainsi finaliser notre projet.

